

Conférence de presse de l'initiative pour des multinationales responsables

Lundi, 2 novembre
10h15, centre de presse du palais fédéral

Participant-e-s :

- Dick Marty, co-président du comité d'initiative et ancien conseiller aux États PLR
- Chantal Peyer, membre du comité exécutif de l'initiative
- Daniel Jositsch, conseiller aux États PS
- Dominique de Buman, ancien président PDC du conseil national

Contenu :

- Communiqué de presse
 - Ces organisations et partis disent OUI
 - Textes des interventions
-

Communiqué de presse

Oui à l'initiative pour des multinationales responsables

le 29 novembre

Les initié-e-s de l'initiative pour des multinationales responsables ont présenté leurs arguments aujourd'hui à Berne. Celle-ci une évidence : les multinationales ayant leur siège en Suisse doivent être tenues de respecter les droits humains et les standards environnementaux internationaux, également à l'étranger. Si elles ne le font pas, elles doivent répondre des dommages causés.

Dans la ville péruvienne de Cerro de Pasco, l'eau, les sols et l'air sont contaminés. Glencore, le géant des matières premières zougées, y contrôle la société minière Volcan, qui fait partie des plus gros producteurs mondiaux de zinc, de plomb et d'argent. Mandatée en 2019 par le fonds souverain norvégien, la fondation « Climate Crime Analysis Center » a enquêté sur place en procédant à l'analyse de cheveux et d'images satellites. Dans sa conclusion, elle affirme que la charge élevée de métaux lourds issus de l'extraction minière est responsable des nombreux dommages à la santé subis par la population et de la pollution extrême de l'environnement. Les scientifiques ont en outre pu prouver que la charge en plomb chez les enfants s'est encore aggravée davantage depuis la reprise de la mine par Glencore.

Cet exemple est représentatif des violations des droits humains et des dommages environnementaux récurrents causés par quelques multinationales ayant leur siège en Suisse. Avec l'initiative pour des multinationales responsables, Glencore serait tenue de prendre des mesures contre cette pollution. Et les personnes lésées à Cerro de Pasco pourraient demander réparation ici en Suisse.

Une évidence au service des êtres humains sur place

Dick Marty, co-président du comité d'initiative, explique : « Notre initiative vise une évidence. Devoir assumer une responsabilité pour ses agissements est un principe fondamental de notre société et de notre État de droit. Quiconque cause un dommage doit répondre de ses actes. »

Les organisations non gouvernementales qui travaillent avec des partenaires dans des pays en développement connaissent très bien les conséquences désastreuses des activités de certaines multinationales. Chantal Peyer, membre du comité exécutif de l'initiative et experte économie et droits humains chez Pain pour le prochain, a découvert les impacts des mines de cobalt de Glencore en République démocratique du Congo : fleuves pollués, régions entières dégradées, personnes blessées. Elle souligne : « Dans les pays avec de faibles structures étatiques, les personnes qui se défendent sont souvent menacées et la justice est corrompue. Il est donc primordial que les personnes concernées puissent demander réparation en Suisse. »

Pragmatique et efficace

En tant que membre de la Commission des affaires juridiques, le conseiller aux États PS et professeur de droit Daniel Jositsch a suivi les travaux du Parlement sur l'initiative pour des multinationales responsables. Il est convaincu que l'initiative suit un chemin pragmatique : « L'initiative permet d'obliger les quelques multinationales qui se moquent des droits humains et des standards environnementaux à enfin prendre leurs responsabilités. Et cela profite à toutes les entreprises suisses qui supportent aujourd'hui un désavantage concurrentiel parce qu'elles travaillent correctement. »

Large soutien

Outre 130 organisations de la société civile, 300 dirigeant-e-s d'entreprise, les Églises et des milliers de bénévoles réunis dans plus de 400 comités locaux, un comité bourgeois de 450 membres soutient l'initiative pour des multinationales responsables. Il est emmené par de nombreux représentant-e-s du PDC, ce qui se reflète également dans les positions des partis cantonaux : en Thurgovie, à Berne et à Genève, le PDC a récemment décidé de recommander le Oui. Rien de surprenant à cela selon Dominique de Buman, conseiller national

PDC fribourgeois durant de longues années : « Pour moi et la grande majorité de notre base, il s'agit ici du cœur même de nos valeurs : la dignité de l'être humain. Il est évident que les multinationales ne doivent plus détourner le regard lorsque des régions entières sont polluées ou que des enfants sont contraints aux pires travaux. »

Au cours des jours et des semaines à venir, les initiant-e-s vont à nouveau redoubler d'efforts pour faire largement entendre leurs arguments. Des milliers de personnes qui soutiennent l'initiative ont commandé plus de 800'000 cartes postales afin d'informer personnellement leur entourage. Les comités locaux tiendront, là où ce sera possible, des stands dans les rues avec des concepts de protection et un journal de votation a pu être financé par une action de financement participatif. Dick Marty exprime son optimisme : « Je suis certain que nous réussirons à expliquer clairement aux votant-e-s les contre-vérités de la conseillère fédérale et des opposant-e-s. Finalement, la situation est claire : celles et ceux pour qui la vie des personnes au Nigeria ou au Pérou est aussi précieuse que celle des personnes en Suisse voteront Oui. »

Se tiennent à votre disposition :

- Chantal Peyer, comité exécutif de l'initiative pour des multinationales responsables : 079 759 39 30
- Dick Marty, co-président du comité d'initiative : 079 621 29 39
- Daniel Jositsch, conseiller aux États PS : 079 503 06 17
- Dominique de Buman, ancien président PDC du conseil national : 079 649 15 37

Ces partis et organisations disent OUI à l'initiative pour des multinationales responsables

État au 2 novembre 2020

Partis

- PBD Suisse
- PDC Berne
- PDC Genève
- PDC Thurgovie
- UDF Suisse
- PEV Suisse
- Verts Suisse
- Vert'libéraux Suisse
- Jeunes PDC Suisse
- Jeunes PEV Suisse
- Jeunes Vert'libéraux Suisse
- Jeunes PLR Schaffhouse
- Mouvement citoyens genevois
- PS Suisse
- UDC du Valais romand

Organisations

Actares, **Alliance Sud**, AMCA, **Amnesty International**, Après BE-JU-NE; GE; VD (Chambre de l'économie sociale et solidaire), Arbeitsgruppe Schweiz-Kolumbien, Arbeitskreis Tourismus + Entwicklung, Artisans de la transition, ÄrztInnen für soziale Verantwortung und zur Verhütung eines Atomkrieges (PSR/IPPNW Schweiz), Ärztinnen und Ärzte für den Umweltschutz, Association œcuménique Chrétiens au travail, Association Sortir du nucléaire, Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera italiana, Associazione Cooperazione esseri umani, Associazione di Cooperazione Ticinesi e Associati, Associazioni Cristiani Lavoratori Internazionali, Attac, Beogo, Bergbau Menschen Rechte, **Bio Suisse**, Biorespect, **Birdlife**, Botteghe del Mondo, **Brot für alle**, **Brücke – Le pont**, Bruno Manser Fonds, Campax, **Caritas Schweiz**, Centrale Sanitaire Suisse CSS, CETIM, cfd, Claro, Climbaid, **Club Helvétique**, CODAP, **Comundo**, Connexio, Coopis Suisse, Demokratische JuristInnen Schweiz, **Der Gewerbeverein**, E-Changer, EcoSolidar, Eirene, ethik22 – Institut für Sozialethik, **Ethos**, Evangelische Frauen Schweiz, FachFrauen Umwelt, FAIR' ACT, **Fastenopfer**, **Fédération romande des consommateurs**, FIAN Schweiz, Frauen für den Frieden, FriedensFrauen Weltweit – PeaceWomen Across the Globe (PWAG), **Gebana**, Genossenschaft Kalkbreite, **Gesellschaft für bedrohte Völker**, Gesellschaft Schweizerisch-Tibetische Freundschaft (GSTF), **Greenpeace**, Grüner Fisch, GSoA, Guatemalanetz Bern, Guatemalanetz Zürich, GWÖ Schweiz, **Heilsarmee**, **HEKS**, **Helvetas Swiss Intercooperation**, Horyzon, humanrights.ch, Incomindios, Interteam, JAM Schweiz, Jesuiten weltweit, Justitia et Pax, KAB Schweiz, Kam for sud, **Kaufmännischer Verband Schweiz**, Kleinbauern-Vereinigung, La Mensa e il gregge, Ligue suisse des droits de l'Homme – Section Vaud, Madre Tierra Suisse, Magasins du monde, MC-MC – uno spazio per essere, medico international schweiz, Mission 21, Missionsgesellschaft Immensee, Mouvement pour la Coopération Internationale MCI, Multiwatch, Neno Association, Netzwerk für sozial verantwortliche Wirtschaft NSW, Neue Bauernkoordination Schweiz, NOE21, oeku Kirche und Umwelt, OeME-Kommission der Evangelisch-reformierten Gesamtkirchengemeinde Bern, Oikocredit, **Operation Libero**, Peace Brigades International, Peace Watch Switzerland, Pingwin Planet, Pink Cross, Planet 13, Plateforme pour une agriculture socialement durable, Pro Ethica, **Pro Natura**, **Public Eye**, Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn, SAH, **Save the Children Schweiz**, Unterstützungskomitee für die Sahraouis SUKS, Schweizer Allianz Gentechfrei, **Schweizerische Energiestiftung**, **Schweizerischer Gewerkschaftsbund**, Schweizerischer Katholischer Frauenbund,

SEV (Gewerkschaft des Verkehrspersonals), Slave Free Trade, Slowfood Schweiz, **Solidar Suisse**, Solifonds, **Stiftung Abendrot**, Stiftung CAUX–Initiativen der Veränderung, **Stiftung für Konsumentenschutz SKS**, **Stiftung Kinderdorf Pestalozzi**, Stiftung Pusch, StopArmut 2015, Swiss Fair Trade, **Swissaid**, **Syna**, Syndicat des enseignants romands, Syndicom, Terre des femmes, **terre des hommes schweiz**, **Terre des Hommes Suisse**, Toxic Free, Transparency International Schweiz, **Travail.Suisse**, trial, **Unia**, **Unicef**, Unité CH, Uniterre, Verein Fashion Revolution, **Verkehrs-Club der Schweiz VCS**, vpod, **World Vision Schweiz**, **WWF**, Zero Waste Switzerland

Eglises pour
**multinationales
responsables.**

Eglises

www.eglisespoumultinationalesresponsables.ch

- Conférence des évêques suisses
- Église évangélique réformée de Suisse
- Réseau évangélique suisse
- Communauté de travail des Églises chrétiennes en Suisse (CTEC)

450 politicien-ne-s PBD, PEV, PVL, UDF, PDC, PLR et UDC

www.comite-bourgeois.ch

Comité bourgeois
pour des multinationales
responsables

300 dirigeant-e-s d'entreprise

www.entreprises-responsables.ch

**ECONOMIE POUR
DES ENTREPRISES
RESPONSABLES**

Des milliers de bénévoles dans plus de 450 comités locaux :

www.initiative-multinationales.ch/comites-locaux/





«Die Konzernverantwortungsinitiative fordert eine Selbstverständlichkeit. Es ist ein zentraler Grundsatz unserer Gesellschaft und unseres Rechtsstaates, dass alle Verantwortung für ihr Handeln übernehmen müssen. Und dass, wer einen Schaden anrichtet, auch dafür geradestehen muss.»

Dick Marty Co-Präsident des Initiativkomitees alt Ständerat FDP

Es gilt das gesprochene Wort

Kürzlich habe ich in der Aargauer Zeitung über den Schweizer Metallhändler IXM gelesen. IXM mit Sitz in Genf macht rund 12.5 Milliarden Dollar Umsatz. Der Konzern lässt Kupfer aus Bulgarien in Namibia verarbeiten lassen, weil das Kupfer extrem viel giftiges Arsen enthält. Die Verarbeitung ist deshalb in den meisten Ländern verboten – in Namibia aber sind die Vorschriften lasch. Aus der Kupferverarbeitung entstehen über 200'000 Tonnen Arsenabfälle, die dann in Namibia auf eine Deponie wenige hundert Meter neben Dörfern und Schulen gelangen. Das hat schlimme Folgen für die Gesundheit der Menschen.

Grundlegende Regeln einhalten

Dieses Beispiel zeigt für mich plastisch, wie die Globalisierung der Wirtschaft den Rechtsstaat überholt hat. Konzerne verteilen ihre Produktionsschritte auf der ganzen Welt, schaffen damit Arbeitsplätze und Wohlstand – aber einige von ihnen nutzen so auch schwache Rechtssysteme aus. Diesen Missstand will die Konzernverantwortungsinitiative angehen. Sie verpflichtet alle Konzerne dazu, überall auf der Welt wo sie auch agieren mögen, grundlegendste Regeln einzuhalten: Die Menschenrechte, internationale Umweltstandards. Und sie stellt sicher, dass jene Konzerne, die Schäden anrichten, haftbar gemacht werden können, wenn sie vor Ort Kontrolle hatten. Sie setzt damit ein ganz grundlegendes Prinzip um: Wenn ich einen Schaden anrichte, den ich nach bestem Wissen und Gewissen hätte verhindern können – dann soll ich auch die Verantwortung dafür tragen.

Menschenleben sind überall gleich viel wert

Die Gegner der Initiative, ja sogar Bundesrätin Keller-Sutter versuchen uns allerlei zu unterstellen. Von «Schaden für die Wirtschaft» ist die Rede, von einer «Haftung ohne Verschulden» oder gar von einer «kolonialen Initiative». Ist es denn nicht eher eine koloniale Haltung, wenn man ein Menschenleben in Namibia geringer schätzt als eines in der Schweiz? Und sollen die Menschenrechte nicht für alle gelten? Für alle Liberalen sollte doch das zu den grundlegendsten Prinzipien überhaupt gehören, dass alle Menschen gleich sind.

Ich bin überzeugt: Unsere Wirtschaft beruht nicht auf Menschenrechtsverletzungen. Aber es ist zentral, dass jene Konzerne, die sich nicht an fundamentale Regeln halten, zur Rechenschaft gezogen werden können.

Breite Unterstützung

Die Konzernverantwortungsinitiative ist ein beispielloses Gemeinschaftswerk und ich bin deshalb optimistisch für die Abstimmung. Über 8000 Freiwillige engagieren sich Tag für Tag in Lokalkomitees, in ihren Dörfern und Quartieren. Sie schreiben Postkarten an ihre Freunde, machen bei Standaktionen mit, stellen Plakate auf, hängen riesige Banner an ihre Bauernhöfe oder verschicken SMS-Nachrichten. Über 130 Nichtregierungsorganisationen arbeiten seit Jahren an dieser Initiative, mehr als 300 Unternehmer setzen sich dafür ein und ein grosses bürgerliches Komitee macht sichtbar, wie breit unser Anliegen auch politisch abgestützt ist. Wir engagieren uns alle gemeinsam weiter und geben alles, damit unsere Argumente in den nächsten Wochen gehört und geteilt werden.

« Dans les pays avec de faibles structures étatiques, les personnes qui se défendent sont souvent menacées et la justice est corrompue. Il est donc primordial que les personnes concernées puissent demander réparation en Suisse. »

Chantal Peyer

Membre du comité exécutif de l'initiative pour des multinationales responsables

Seules les paroles prononcées font foi

L'initiative pour des multinationales responsables a été lancée en 2015 par une vaste coalition de la société civile. C'est la première fois que des ONGs et associations ont lancé une initiative populaire. Pourquoi ? Parce que ce que nous avons vu depuis des années, dans le cadre de nos projets de coopération au développement ou dans le cadre de nos recherches de terrain, est scandaleux. Certaines entreprises suisses commettent des abus des droits humains en République Démocratique du Congo, en Ouganda ou encore en Inde, qui seraient inimaginables ici, en Suisse. Nous avons été témoins d'expulsions violentes de paysan-ne-s indigènes de leurs terres, de travail des enfants, de pollutions de l'air ou encore de contaminations de fleuves par des produits toxiques. Malheureusement, ces atteintes font partie du modèle d'affaires de certaines firmes suisses à l'étranger.

Prenons l'exemple de Lafarge-Holcim au Nigeria. À Ewekoro, dans l'extrême sud ouest du Nigeria, la filiale de LafargeHolcim exploite une grande cimenterie (la Wapco-Lafarge Ewekoro Cement Plant I & II), ainsi que la carrière de calcaire y attendant. En raison de la production de ciment à l'usine et aussi des explosions dans la carrière proche, la poussière de ciment se dépose partout : sur le sol, sur les toits des maisons et sur leurs paroi. Les particules fines, nocives, tombent également dans l'eau que les habitant-e-s utilisent comme eau potable et de cuisson. Les conséquences, à terme, sont graves : nombre d'habitants souffrent de difficultés respiratoires, de lésions du foie, des poumons, de la rate ou encore de maladie des yeux.

Pour nous, le constat est clair : depuis des années, la société civile suisse enquête, dénonce, discute et tente de remédier à ces violations des droits humains. Toutefois, sur le terrain, la situation s'améliore peu. Certaines multinationales ignorent les alertes répétées de la société civile. Et continuent, malgré les promesses et déclarations qu'elles font dans des rapports de durabilité à commettre des actes illicites. Il est donc temps de rejoindre la France, la Hollande, la Grande-Bretagne ou encore l'Union européenne dans le mouvement international qui va vers plus de responsabilité et de fixer des règles claires pour mettre un terme à ces abus.

La plupart des multinationales suisses ne sont pas concernées par l'initiative, car elles travaillent consciencieusement. Pour les autres, il ne faut pas qu'elles s'octroient un avantage concurrentiel par leurs agissements irresponsables.

La deuxième raison qui nous a poussé à lancer cette initiative populaire est le manque d'accès à la justice pour les victimes. Ce manque d'accès peut avoir deux raisons : une justice locale qui refuse de prononcer des jugements contre des grands investisseurs étrangers ou des autorités qui intimident, emprisonnent, voire même torturent ou tuent les défenseurs des droits humains.

Le cas de Mutombo Kasuyi, en République Démocratique du Congo, illustre bien le manque d'accès des victimes à la justice. En février 2014, Mutombo Kasuyi, alors âgé de 23 ans, est appréhendé par une patrouille de sécurité alors qu'il traversait le site de la mine de cuivre et de cobalt KCC, qui appartient au groupe minier

suisse Glencore. La patrouille le conduit peu de temps après à l'hôpital de Kolwezi, où le médecin ne peut que constater son décès. La famille de Mutombo a immédiatement déposé une plainte pénale ; car selon l'autopsie réalisée, le décès est vraisemblablement dû à des violences. Pourtant, en première instance le juge a acquitté les deux agents de la police des mines impliqué dans l'affaire. En deuxième instance, le tribunal de Lubumbashi a renvoyé le cas, ayant conclu à la non-conformité de la procédure : les agents de sécurité de KCC s'étaient contredits dans leurs témoignages et des pièces à conviction capitales avaient été ignorées ou avaient disparu du dossier dans des circonstances mystérieuses. Depuis cette décision, il y a de cela trois ans, plus rien ne s'est produit et le document officiel demandant le renvoi de l'affaire à la première instance a disparu des dossiers. La famille attend donc toujours que le tribunal fasse la lumière sur les événements de février 2014.

Quant aux pressions subies par les défenseurs des droits humains dans le monde, un chiffre les reflète bien : en 2019, 304 personnes ont été tuées dans le monde en raison de leurs activités en faveur des droits humains. Parmi ces 304 personnes près de 40% travaillaient sur des cas de violations relatifs aux activités d'entreprises.

Parce que l'initiative demande une évidence, elle est soutenue par un large mouvement de citoyen-ne-s et une grande diversité d'acteurs. Aujourd'hui ce sont plus de 450 comités locaux qui s'engagent dans les principales villes et villages de suisse, pour un oui à l'initiative. Ils tiennent des centaines de stands dans la rue, et sont en train d'envoyer 500'000 cartes postales à toutes leurs connaissances. Un comité bourgeois pour des multinationales responsables regroupe plus de 350 politiciennes et politiciens du PBD, PDC, PEV, PLR, PVL et de l'UDC démontrent à quel point l'initiative est soutenue par delà les clivages politiques habituels. Le comité Économie pour des entreprises responsables, et ses plus de 250 entrepreneurs, quant à eux soulignent que liberté et responsabilité vont de pair. Les Eglises aussi soutiennent la cause avec détermination: plus de 600 paroisses catholiques et protestantes s'engagent en organisant des soirées de discussion, en suspendant des banderoles aux clochers ou en abordant le thème des droits humains lors de cultes. La fédération des Eglises protestantes de Suisse et la Conférence des évêques suisse se sont d'ailleurs officiellement prononcés depuis plusieurs mois pour l'initiative. Enfin, les plus de 60'000 drapeaux orange qui sont apparus entre-temps dans toute la Suisse.



«Mit der Initiative nehmen wir genau jene wenigen Konzerne in die Pflicht, die sich heute nicht um Menschenrechte und Umweltstandards kümmern. Und das kommt allen Schweizer Unternehmen zu Gute, die heute einen Konkurrenznachteil haben, weil sie anständig wirtschaften.»

Daniel Jositsch Ständerat SP und Rechtsprofessor

Es gilt das gesprochene Wort

Die sich immer mehr globalisierende Wirtschaft braucht auch globalisierte Rechtsstrukturen. Nationalstaatliches Gärtchendenken ist vorbei. Das hat zu überstaatlichen Regulierungsmechanismen in der Finanzbranche geführt. Und der Trend geht weiter; so ist auch die Korruptionsbekämpfung heute auch in der Schweiz international ausgerichtet. Konzerne, die im Ausland bestechen, können hier in der Schweiz strafrechtlich verfolgt werden. Konzerne, die im Ausland schwere Menschenrechtsverletzungen anrichten, haben hingegen heute keine Konsequenzen zu befürchten. Diese Lücke will die Konzernverantwortungsinitiative schliessen. Sie fügt sich also lückenlos in das Instrumentarium einer modernen Rechtsordnung ein.

Landwirtschaftsbetriebe oder KMU, die hier in der Schweiz arbeiten, auf Schweizer Land oder Produkte angewiesen sind, müssen sich an zahlreiche Auflagen halten. International tätige Konzerne müssen das nur teilweise. Sie können ihre Tätigkeiten dorthin verlagern, wo die Regeln am schwächsten sind. Das fördert natürlich auch die Auslagerung von Produktionsstätten ins Ausland. Die Konzernverantwortungsinitiative schützt damit nicht nur die Durchsetzung von Menschenrechten und Umweltstandards, sondern ganz direkt die schweizerische Wirtschaft und dabei primär die KMU.

Die heutige rechtliche Situation ist absurd. Und sie ist schädlich für unsere Wirtschaft, denn sie bevorzugt die Falschen. Sie macht es jenen einfach, die sich über die grundlegendsten Regeln hinwegzusetzen. Die unanständigen Akteure haben dadurch einen Wettbewerbsvorteil und die Benachteiligten sind die kleinen KMU und die anständigen Konzerne, die sich vorbildlich benehmen.

Gegenvorschlag ist keine Alternative

Als Mitglied der Rechtskommission konnte ich die gesamte, langwierige Debatte über die Konzernverantwortungsinitiative und ihre Gegenvorschläge im Parlament begleiten. Beide Kammern haben viel Arbeit investiert, die Initianten waren ihrerseits sehr kompromissbereit – wie ich es noch selten erlebt habe. Es ist ein Kompromiss auf dem Tisch gelegen – doch ein Teil der Grosskonzerne wollte diesen partout nicht. Das ist mir immer noch unverständlich. Sie retteten sich mit dem jetzt vorliegenden Alibi-Vorschlag. Das zeigt unmissverständlich, dass sich alle über den Handlungsbedarf einig sind. Leider wird der Gegenvorschlag keine Verbesserung bringen. Wer sich nicht an die Sorgfaltspflicht hält, hat überhaupt nichts zu befürchten. Es ist eine reine Kampagnen-Gesetzgebung! Und vor allem: Er ist international gesehen ein Rückschritt. Die EU hat bereits Anfang Jahr festgestellt, dass eben genau diese Berichterstattung nicht genügend wirkt. Denn letztlich fordert der Gegenvorschlag zwar, dass Menschenrechte und Umweltstandards eingehalten werden, die Durchsetzung kann aber nicht gewährleistet werden.

Die Initiative fordert nichts, was in anderen Ländern nicht schon möglich ist. In Frankreich, Kanada, den Niederlanden oder in England sind Gerichtsfälle hängig. Und kürzlich haben 2500 Konzerne auf EU-Ebene eine schärfere Regulierung gefordert, explizit inklusive zivilrechtlicher Haftung, wie es sie die Initiative verlangt. Das alles zeigt: Es wäre lächerlich, wenn die Schweiz jetzt eine Regelung einführen würde, die europäisch bereits total überholt ist.

Pragmatisch und umsetzbar

Die Konzernverantwortungsinitiative übernimmt im Bereich Prävention 1:1 die internationalen Standards, welche auch der Bundesrat in seinen Aktionsplänen propagiert – nur sollen sie neu verbindlich sein. Und der Haftungsmechanismus fügt sich nahtlos in das bestehende Zivilrecht ein und ändert nichts am bewährten Zivilprozessrecht. Sie nimmt die im Geschäftsverkehr bekannte und bewährte Geschäftsherrenhaftung (von Artikel 55 Obligationenrecht) auf und erweitert sie auf Konzerne. Die Initiative übernimmt auch die Verteilung der Beweislast von diesem Instrument: Wer klagt, muss zuerst Schaden, Widerrechtlichkeit, Kausalität beweisen und neu auch die Kontrolle der Tochterfirma durch den Konzern. Wenn ein Kläger all diese Punkte bewiesen hat – und er muss die Beweise selber vorlegen, das Gericht geht nicht etwa auf Beweissuche im Ausland – dann kann sich der Konzern entlasten, wenn er zeigt, dass er «angemessene Sorgfalt» eingesetzt hat. Dass er also die Augen nicht verschliesst vor den Risiken, die er kennt oder kennen muss.

Im Parlament hat sich gezeigt: Die Umsetzung ist ohne weiteres machbar und die Initianten haben sogar noch ein Modellgesetz entworfen und veröffentlicht, um ganz exakt zu zeigen, was sie genau wollen.

Umsetzbar, pragmatisch, wirtschaftsfreundlich und wirksam: Ich empfehle Ihnen aus voller Überzeugung ein JA zur Konzernverantwortungsinitiative.



« Pour moi et la grande majorité de notre base, il s'agit ici du cœur même de nos valeurs : la dignité de l'être humain. Il est évident que les multinationales ne doivent plus détourner le regard lorsque des régions entières sont polluées ou que des enfants sont contraints aux pires travaux. »

Dominique de Buman

Ancien président du Conseil national PDC

Seules les paroles prononcées font foi

Je soutiens l'initiative pour des multinationales responsables avec mes convictions éthiques chrétiennes les plus profondes. Certaines multinationales ayant leur siège dans notre pays placent le profit au-dessus de la protection des droits humains et des standards environnementaux. Il n'est pas concevable qu'une multinationale puisse contaminer sans conséquence l'eau et les sols de toute une ville du Pérou avec des métaux lourds, empoisonnant gravement les enfants qui y habitent, ou qu'une cimenterie du Libéria provoque des maladies incurables pour la population environnante.

La question de savoir si nous justifions et tolérons le profit au détriment des êtres humains au Pérou ou de l'environnement au Tchad est une question éthique. Pour moi, chrétien et être humain, il est absolument évident de m'engager en faveur des droits des plus pauvres et de la conservation de notre Création, et de ne pas défendre les quelques multinationales qui ne savent pas comment se comporter correctement. En tant que société, en tant que pays et par conséquent en tant qu'économie, nous portons la responsabilité de notre activité dans le monde et nous ne pouvons pas fermer les yeux devant les injustices. Le droit et la justice, en particulier dans un État prospère comme le nôtre, devraient avoir une place importante.

Je trouve complètement incompréhensible d'opposer la protection des plus faibles dans le monde à la perte d'une capacité concurrentielle. La concurrence est un principe important de notre système économique. Elle a besoin néanmoins de conditions cadres claires afin qu'elle ne se répercute pas négativement sur les plus faibles. En Suisse, ces conditions cadres sont clairement ancrées. Toutefois, il est nécessaire d'établir de nouvelles lois à l'égard des multinationales globalisées, parfois plus puissantes que les États, afin d'inscrire cette protection de manière contraignante dans le monde entier.

Pour moi, il est évident qu'un ordre économique libéral ne peut fonctionner qu'avec des conditions cadres claires, respectées par toutes et tous. En l'absence de règles, il y aura toujours de mauvais élèves qui abusent de la situation pour en tirer un profit économique à court terme. La liberté et la responsabilité vont toujours de pair.

L'initiative se fonde sur les droits humains internationaux et les standards environnementaux internationalement reconnus : je ne peux pas imaginer des valeurs chrétiennes plus fondamentales que la dignité de l'être humain, protégée justement par ces droits humains. Ce sont des règles tout à fait essentielles et c'est la moindre des choses que toutes les multinationales les respectent.

L'initiative aura un effet préventif et empêchera ainsi les violations des droits humains : lorsque des dommages causés par une multinationale ne pourront plus être ignorés, mais devront être indemnisés par la multinationale elle-même, plus aucune d'entre elles ne fermera les yeux devant les violations des droits humains ou la destruction de l'environnement causée par ses filiales. Au contraire, elle veillera de manière préventive aux bons traitements de l'être humain et de l'environnement.

L'initiative touche à des questions éthiques et à des principes fondamentaux de notre État de droit. Les valeurs en cause sont des valeurs chrétiennes et bourgeoises, des valeurs pour lesquelles, de mon point de vue, le PDC doit s'engager et s'engage. Un grand nombre de politicien-ne-s PDC sont membres du comité bourgeois pour des multinationales responsables et les Jeunes PDC ainsi que les sections PDC de Berne, Thurgovie et Genève ont déjà recommandé de voter OUI. Je suis convaincu qu'il est également évident pour de nombreuses personnes de la base du PDC de dire OUI à cette initiative.

